

**Question orale de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de la
Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des
Télécommunications et de la Poste, sur "la situation de famine en Afrique"
(n° 17595)**

Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, le 22 mars dernier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture annonçait la nécessité d'intensifier ses activités au Nigeria, au Sud-Soudan, en Somalie, au Yémen où il existe un risque de famine grave.

Les actions sur le terrain seront possibles grâce à un prêt de 22 millions de dollars récemment approuvé. Mais, il n'en reste pas moins que plus de 20 millions de personnes seraient exposées à ce risque de famine dans plusieurs pays du Sahel. L'insécurité alimentaire ne découle pas seulement d'une importante sécheresse sévissant dans cette région du globe, mais également de nombreux conflits qui ont désorganisé les institutions publiques locales.

Monsieur le ministre, des signes annonciateurs de cette situation de famine avaient-ils déjà été détectés par des ONG bien avant que la situation n'ait été exposée à l'ONU? Face à cette situation d'urgence, quels sont les moyens mis en œuvre pour répondre à cette crise humanitaire sur le plan bilatéral et multilatéral? À plus long terme, quels seront les moyens employés pour permettre à ces pays d'assurer leur autonomie alimentaire?

Le gouvernement s'était engagé à consacrer 15 % des moyens du budget de la Coopération au développement à des interventions en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire. Quels sont les instruments qui seront mis en œuvre pour assurer à ces pays une meilleure autonomie alimentaire?

Alexander De Croo, ministre: Au sein de mon administration, le service d'aide humanitaire suit de près l'évolution des crises et fait chaque année une analyse des besoins humanitaires dans le monde. Pour ce faire, elle utilise différents instruments tels que les rapports de l'ACAPS publiés en fin d'année et qui comprennent une analyse des crises et des besoins humanitaires pour l'année suivante.

Le service humanitaire se base également sur les appels humanitaires publiés par OCHA en début d'année et entretient en parallèle un dialogue régulier avec les Directeurs pays des organisations humanitaires. En particulier dans le secteur de l'assistance alimentaire, les services humanitaires se réfèrent au *Famine Early Warning System Network*, système d'alerte précoce qui publie des analyses en matière de sécurité alimentaire.

Compte tenu de la situation alimentaire exceptionnelle au Yémen, au Nigeria, en Somalie et au Soudan du Sud, définie par le secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence comme la pire crise humanitaire depuis la Seconde Guerre Mondiale, j'ai annoncé, le 25 mars 2017, ma décision de doubler les dons versés à l'appel conjoint lancé par le Consortium 12-12, réunissant plusieurs grandes ONG belges pour les victimes de la famine dans ces quatre pays. Les ONG sont Caritas International, Handicap International, Médecins du Monde, Oxfam Solidarité, Plan Belgique et Unicef Belgique.

À la fin de la semaine passée, cet appel 12-12 avait déjà récolté 7,25 millions d'euros, somme minimale que je vais donc doubler.

La situation au Yémen, Nigeria, Somalie et Soudan du Sud est effectivement dramatique. Le total des personnes confrontées directement ou potentiellement à la famine dans ces quatre pays est estimé à 20 millions, dont 1,4 million d'enfant qui risquent de mourir de malnutrition aiguë. En outre, 15 millions d'euros seront également attribués au CICR et aux trois organisations humanitaires des Nations unies, l'UNHCR, l'Unicef et le PAM.

Avec ces montants, le financement humanitaire belge pour, les crises au Yémen, Soudan du Sud, Nigeria et Somalie s'élèvent par conséquent à un peu plus de 35 millions d'euros pour 2017.

Ces quatre pays ne sont pas partenaires de la politique belge de développement. Nous n'y avons par conséquent pas de programmes ou de projets bilatéraux. En outre, nous ne finançons aucune intervention d'acteurs de la coopération non-gouvernementale dans ces quatre pays.

Par ailleurs, je participerai, les 21 et 22 juin prochains, à une conférence humanitaire internationale qui se réunira dans la capitale ougandaise, Kampala, qui sera présidée par le secrétaire générale des Nations unies Antonio Guterres et qui se penchera sur la situation humanitaire au Soudan du Sud et la situation des réfugiés sud-soudanais en Ouganda. J'en profiterai pour effectuer des visites de terrain au Sud-Soudan et dans le Nord de l'Ouganda.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.